

agricole et alcools. Nous voudrions ajouter le plus de secteurs possible à cette liste.

- b) Harmonisation : nous entendons harmoniser les tarifs sur les produits chimiques à un niveau modeste, qui sera dans certain cas zéro, et pourrions négocier l'harmonisation des tarifs appliqués à d'autres secteurs.
- c) Dans le cas des tarifs égaux ou supérieurs à 15 p. 100, nous négocierons le maximum de réductions possible par rapport à l'objectif de 50 p. 100 de réduction, sauf exceptions convenues et à condition que les autres pays exportateurs acceptent d'accorder un accès effectif à leurs marchés par la réduction de leurs tarifs et l'application de disciplines non tarifaires appropriées.
- d) Autres réductions tarifaires : en ce qui concerne les autres produits que ceux visés aux trois alinéas ci-dessus, nous négocierons des réductions tarifaires d'au moins un tiers en moyenne. Nous avons aussi recensé un certain nombre de secteurs où elles pourraient être beaucoup plus importantes, dépassant éventuellement les 50 p. 100 dans certains cas.

B) AGRICULTURE

5. Nous souhaitons reprendre immédiatement les négociations multilatérales pour conclure rapidement l'entente globale sur l'accès aux marchés des produits agricoles, y compris les produits transformés, car elle constitue un élément essentiel de l'accord sur l'agriculture et un élément essentiel d'un résultat global et équilibré de l'Uruguay Round.

C) SERVICES

6. Nous croyons qu'il est essentiel d'obtenir un ensemble substantiel d'engagements de libéralisation du commerce des services pour parvenir à un résultat global et équilibré de l'Uruguay Round. Il importe aussi de veiller à ce que le nouveau cadre multilatéral (AGCS) du commerce des services repose sur des engagements significatifs et concrets en matière d'accès aux marchés. Nous prenons note de la liste exhaustive des offres existantes à l'égard d'une multitude de secteurs de services comme l'assurance, les banques, les valeurs mobilières, la construction, la distribution, le tourisme, les logiciels et les services informatiques, les services professionnels et d'affaires, y compris les services de consultation, de génie, de comptabilité et les services juridiques. Nous avons cherché des moyens de bonifier encore davantage nos offres respectives et de réduire les limites inscrites dans nos projets de listes de concessions respectives.